CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 28 novembre 1990

La séance est ouverte à 14 heures.

[Traduction]

Prière

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA—ÉTATS-UNIS

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, le 1^{er} janvier 1991, les États-Unis prévoient imposer une taxe d'accise de 1,07 \$ US le gallon aux petits producteurs canadiens de vin et de cidre, alors que cette taxe ne sera que de 17c. le gallon pour les producteurs américains.

Le chapitre 5 de l'Accord de libre-échange précise clairement qu'une fois que des produits ont été importés dans l'un ou l'autre des deux pays, ils ne doivent pas faire l'objet de discrimination.

On constate avec amertume que les législateurs américains ont adopté une loi tendant à abroger les obligations prévues dans l'Accord de libre-échange et qu'ainsi, les petits producteurs canadiens, comme la société Wyder's Cider, de Delta, seront assujettis à d'énormes taxes d'accise discriminatoires pour une période indéterminée.

Je félicite le ministre du Commerce extérieur pour le travail qu'il a déjà fait dans ce dossier et je l'exhorte à adopter une position encore plus ferme face à cette taxe d'accise discriminatoire.

* * *

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LES SCIENCES SOCIALES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, le Canada fait face à une foule de graves problèmes sociaux tels que la violence conjugale, les problèmes environnementaux, les questions constitutionnelles, les questions autochtones, les nouvelles technologies de reproduction, l'analphabétisme, la pauvreté, les abus sexuels, physiques, psychologiques, émotifs, et j'en passe. Toutes ces questions sont du ressort des sciences sociales.

Les sciences sociales ont été négligées. Depuis 1980, le budget du Conseil a augmenté d'à peine 23 p. 100; celui du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a connu un accroissement de 77 p. 100. Les chercheurs en sciences humaines représentent 55 p. 100 des chercheurs universitaires, mais le gouvernement ne leur alloue que 12 p. 100 du budget de recherches au CRSH. Trois quarts des étudiants qui sollicitent une bourse de doctorat voient leur demande refusée, malgré une pénurie de ces ressources. Selon la Fédération canadienne, il faut augmenter considérablement le budget tel que recommandé dans le rapport du Conseil consultatif sur la science et la technologie.

Le Plan vert sur l'environnement doit reconnaître le rôle déterminant des sciences sociales dans ce domaine-ci et un crédit d'impôt doit être créé en vue d'encourager les entreprises à investir dans la recherche en sciences humaines, comme c'est le cas pour les autres domaines de recherche.

LES POMPIERS VOLONTAIRES

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, aucun autre groupe de citoyens ne contribue de façon plus utile et désintéressée à la sécurité de notre société et de notre collectivité que nos pompiers volontaires.

On reconnaît bien modestement cette contribution et les coûts financiers qu'elle comporte en accordant à ces contribuables une exemption ou une déduction de 500 \$ en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Cette exemption n'a pas changé depuis 20 ans. On ne peut pas en dire autant de la valeur de notre dollar. Il est plus que temps d'accroître cette exemption. Ainsi, pour donner suite à la demande présentée par la Maritime Fire Chiefs Association, le gouvernement et le ministre des Finances devraient, dans le prochain budget, porter à 1 000 \$ au moins l'exemption accordée aux pompiers volontaires.